

# “Bart De Wever entache la réputation du pays”

“Notre objectif n’est pas de faire chuter le gouvernement Michel”

Entretien François Brabant

Ce samedi, le Parti socialiste organise une nouvelle session de son “chantier des idées”, le processus de réflexion initié par le boulevard de l’Empereur après le basculement dans l’opposition au fédéral. Les débats, cette fois, porteront sur le vivre-ensemble et l’interculturalité. Pour évoquer ces sujets brûlants, au moment où la Belgique doit gérer une grave crise de l’asile, Elio Di Rupo a reçu “La Libre”. Un détail : lorsqu’il évoque la fonction de Premier ministre, exercée de décembre 2011 à mai 2014, le président du PS parle encore au présent.

**La crise de l’asile donne lieu à une multiplication des propos haineux. Assistez-vous à une recrudescence du racisme ?**

La parole raciste s’est libérée. Certains tiennent sans complexe des propos antisémites, homophobes, islamophobes. Face à ça, on doit se montrer extrêmement strict. Répandre des paroles racistes, cela ne relève pas de la liberté d’expression, c’est un acte illégal ! J’entends qu’on apporte des sanctions à la hauteur de l’illégalité commise. Ce que je reproche à Theo Francken, le secrétaire d’Etat à l’Asile, c’est qu’à travers ses déclarations, on sent une sorte d’encouragement au racisme, vraisemblablement pour plaire à l’extrême droite.

**Comment catégorisez-vous les propos tenus sur les migrants par Bart De Wever et d’autres leaders de la N-VA ?**

Ils sont de nature à encourager ceux qui expriment déjà un sentiment raciste. C’est d’autant plus navrant et grave qu’il s’agit du président d’un parti membre du gouvernement fédéral. C’était déjà grave quand il était dans l’opposition, mais ici, Bart De Wever engage la responsabilité politique du gouvernement. Par ses déclarations, il porte atteinte à la réputation,

à l’honorabilité de notre pays.

**Les dérapages xénophobes de deux élus locaux socialistes n’affaiblissent-ils pas votre propos ?**

Nous avons réagi ! La procédure est entamée. Un : ils sont convoqués. Deux : la commission de vigilance proposera des sanctions, qui peuvent aller du blâme à l’exclusion. Mais on préserve les droits de la défense, on ne prend pas de décision ex abrupto. Ce qui est clair, c’est qu’il n’y a pas de place au PS pour des personnes qui s’exprimeraient de manière raciste, antisémite, homophobe ou islamophobe.

**Beaucoup reprochent au PS d’avoir favorisé le communautarisme. A Molenbeek, par exemple. A la place de l’ancien bourgmestre Philippe Moureaux, auriez-vous procédé autrement ?**

Non, je pense que Philippe Moureaux a travaillé en appliquant les valeurs du PS. Il faut arrêter de porter des accusations inexactes. Le PS est à la base d’avancées éthiques considérables, comme l’euthanasie ou le mariage de personnes du même sexe. Tout membre du parti, quelle que soit sa religion ou ses origines, a voté pour ces réformes. Mais nous sommes inclusifs. Nous respectons chacun. Cela ne signifie pas du tout que nous sommes communautaristes. Nous sommes un parti laïque et fier de l’être.

**Certains citoyens craignent que l’aide apportée aux réfugiés le soit au détriment de “nos SDF”.**

Pas du tout ! Cela n’altère en rien le travail que nous faisons pour les SDF. Moi qui ai des SDF à Mons, il n’y a pas une semaine où ne nous en occupons pas. Nous veillons à ce qu’ils puissent dormir, manger, se laver. D’ailleurs, cela ne se limite pas aux SDF. Il y a en Belgique 1,6 million de personnes qui vivent dans la pauvreté,

c’est-à-dire avec moins de 1 087 euros par mois pour un isolé, de 2 280 euros pour un chef de ménage. Non seulement aider les migrants ne nous empêche pas de combattre la pauvreté, mais cela doit même nous encourager à poursuivre notre action humanitaire vis-à-vis de toutes les personnes en difficulté.

**Les appels de responsables MR à faire preuve de générosité vis-à-vis des migrants vous ont-ils réjoui ?**

Olivier Chastel et Louis Michel ont dit ce que tous les démocrates devraient dire. J’inclus aussi le Premier ministre. La réalité, hélas, c’est que le secrétaire d’Etat à l’Asile et le patron du premier parti du gouvernement ont entaché, par leurs déclarations, tout le gouvernement. Et quand on entache le gouvernement, on entache le pays.

**Pourriez-vous redevenir Premier ministre en 2019 ?**

Des que je suis devenu Premier ministre, je savais qu’il faudrait un jour remettre les clés du 16, rue de la Loi. En Belgique, personne ne peut dire : je veux devenir Premier ministre. Mon objectif est de permettre au PS de gagner les élections. Le reste relève de 1 001 paramètres.

**Pensez-vous que le gouvernement Michel se maintiendra jusqu’à la fin de la législature ?**

En tout cas, nous travaillons comme s’il allait à son terme.

**Votre but n’est pas de le faire tomber ?**

Non, parce qu’un gouvernement ne tombe jamais de l’extérieur. Il tombe toujours de l’intérieur. Ma stratégie n’est pas celle-là. La preuve, nous avons lancé le “chantier des idées”. Nous travaillons à l’avenir, à la consolidation de nos valeurs. On profite de l’opposition au fédéral pour analyser le monde dans lequel nous vivons.

**Vous dénoncez les paroles de Theo Francken, mais, sur le plan des actes, la gestion de la crise de l’asile par le gouvernement fédéral est-elle critiquable ?**

L’action est critiquable. On a vu le secrétaire d’Etat quasiment faire campagne en fermant des places d’accueil. Les représentants de ce gouvernement ont voulu se faire de la publicité à bon compte en disant : vous voyez, on réduit le flux migratoire. Et puis, tout à coup, le flux migratoire s’impose à nous. Ils ont montré une impréparation totale à quelque chose qui était pourtant annoncé.

**Maggie De Block (Open VLD) était en charge de l’Asile au sein de votre gouvernement. Elle aussi a fermé des places d’accueil. Avec le recul, comment évaluez-vous son action ?**

Maggie De Block n’a fermé que des places d’accueil temporaires. Temporaire, ça veut bien dire ce que ça veut dire. Elle a fait ce qu’elle devait faire. Rien n’a été facile, mais avec les Afghans, on a quand même résolu 80% des cas. Et puis, quand on fait un gouvernement, on le fait avec ses partenaires. Je suis Premier ministre, le minimum qu’on attend d’un chef de gouvernement, c’est d’être solidaire avec ses ministres. Ou alors on démissionne. Je n’allais quand même pas débâter sur mes propres ministres à un moment où le pays sortait d’une crise gravissime.

**Comme président du PS, êtes-vous favorable à une intervention militaire en Syrie ?**

Surtout pas d’attitude va-t-en-guerre ! George Bush a fait ça en Irak, les Américains ont ensuite soutenu le soulèvement de la Libye. Le résultat, c’est un chaos généralisé, avec la présence de l’Etat islamique ! Nous disons, au PS : surtout, n’agissons pas comme ça ! La Belgique ne doit pas bouger sans mandat de l’Onu. Et on n’obtiendra jamais de mandat de l’Onu

sans un dialogue constructif avec la Russie. De plus, si une action doit se produire, elle ne peut se limiter à l’aspect militaire. On doit aussi veiller au développement économique, réfléchir à un moyen de stabiliser le pays, pour que les migrants actuels puissent retourner chez eux.

**Sur le principe, le PS n’est donc pas opposé à une intervention belge en Syrie ?**

Je le répète : il faut un mandat de l’Onu. Mais je suis convaincu que les pays démocratiques ont une responsabilité. Il faut agir contre Daech.

**En mars 2011, le PS avait voté pour l’intervention militaire belge en Libye. Au vu du chaos actuel, le regrettez-vous ?**

Pourquoi est-ce le chaos ? Parce que nous sommes intervenus et qu’après, on a tout laissé comme ça. Renverser Khadafi pour avoir ce qu’on a maintenant, ce n’est quand même pas ce qu’on a fait de plus intelligent. Je n’appréciais pas du tout Khadafi, mais voyons où nous en sommes, le nombre de morts, le chaos... Il fallait la dimension militaire, mais aussi l’aide au développement, l’éducation. Que les gens sentent qu’après l’intervention militaire, le pays allait reprendre de la vitalité. Au lieu de ça, on est intervenu, et après : tirez votre plan !

**Sur ce dossier comme sur d’autres, l’Europe se montre très divisée.**

Quand je vois la position de la Hongrie ou de la Pologne par rapport à l’accueil des réfugiés... C’est la preuve que l’Europe à vingt-huit est une Europe qui n’avancera pas. Je plaide pour une Europe concentrée, avec un noyau qui avance sur la base d’une unité fédérale, sociale, politique, qui impliquerait la création d’un salaire minimum européen. L’Europe des Vingt-huit est comme l’albatros. Ses ailes de géant l’empêchent de marcher.

**“Renverser Khadafi comme on l’a fait n’était pas très intelligent.”**